

M. Antonio Manganella  
CCFD-Terre Solidaire - 4 rue Jean Lantier- 75001 Paris  
01.44.82.81.28 - [a.manganella@ccfd.asso.fr](mailto:a.manganella@ccfd.asso.fr)

Mme Noémie Chevalier-Delaunay  
MEDEF - 55 avenue Bosquet - 75330 Paris cedex 7  
01.53.59.19.49 - [nchevalier@medef.fr](mailto:nchevalier@medef.fr)

Monsieur le Premier Ministre  
**Jean-Marc Ayrault**

Hôtel de Matignon  
57, rue de Varenne - 75700 Paris

Paris, le 24 juillet 2012

Objet : **création d'une plateforme nationale sur la Responsabilité Sociale des Entreprises**

Monsieur le Premier Ministre,

Les organisations soussignées œuvrent pour le développement de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) en France. Elles ont noté avec intérêt l'invitation que vous avez exprimée récemment en faveur de ce développement, qui doit notamment se concrétiser par la définition d'une politique publique en la matière devenue particulièrement nécessaire.

Dans cette perspective, elles souhaitent la mise en place d'une plateforme nationale de dialogue et de concertation sur les sujets afférents. Elle associerait les différents acteurs de la société française ayant un intérêt pour la RSE (représentants des entreprises, des salariés, des associations et ONG, des structures multi-parties prenantes...) et les représentants des pouvoirs publics (administrations centrales, parlementaires, collectivités territoriales...).

La constitution rapide de cette plateforme nous paraît d'autant plus nécessaire dans les circonstances actuelles que la Commission européenne, dans sa communication du 25 octobre 2011, a annoncé un certain nombre d'intentions sur lesquelles la France devra se prononcer.

Nous nous permettons, en particulier, de rappeler que « la Commission invite les Etats membres à établir ou mettre à jour pour le milieu de 2012, avec le concours des entreprises et autres parties prenantes, leurs plans ou leurs listes nationales d'actions prioritaires visant à promouvoir la RSE dans le contexte de la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020 , en faisant référence aux principes et lignes directrices internationalement reconnus en matière de RSE<sup>1</sup> ».

---

<sup>1</sup> Il s'agit notamment des *Principes directeurs des Nations unies relatifs aux droits de l'Homme et aux entreprises transnationales : mise en œuvre du cadre « Protéger, Respecter, Remédier »*, de la version révisée des *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des multinationales*, de la *Déclaration de principes tripartite de l'OIT sur les entreprises multinationales et la politique sociale*, et de la norme ISO 26000.

Il nous semble donc urgent de répondre à cette demande, à la faveur d'une concertation large et organisée, dont nous pensons que la plateforme pourrait servir de cadre durable. Au-delà de cette échéance européenne, d'autres rendez-vous nationaux et internationaux justifient cette instance.

Nous nous tenons à la disposition de vos services pour évoquer cette proposition et avoir un premier échange sur :

- les règles et les modalités à même d'assurer le bon fonctionnement de cette plateforme : principes et statut, missions, composition, mode de fonctionnement, mode de décision et de communication,
- les points à traiter en priorité.

Nous vous remercions de porter particulièrement attention à cette sollicitation.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions, Monsieur le Premier Ministre, de bien vouloir agréer l'expression de notre très haute considération.

Signataires :

- M. Gilles **Berhault**, Président, **COMITE 21**
- M. Guillaume **de Bodard**, Président de la Commission Environnement et Développement Durable, Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (**CGPME**)
- M. William **Bourdon**, Président, **SHERPA**
- M. Jean-Pierre **Clamadieu**, Président Commission développement durable, Mouvement des entreprises de France (**MEDEF**)
- M. Martial **Cozette**, administrateur délégué, Centre français d'information sur les entreprises (**CFIE**)
- M. Patrick **D'Humières**, Président, Association professionnelle des conseils en Développement Durable (**ADD**)
- M. Bertrand **Fournier**, Président, Forum pour l'Investissement Responsable (**FIR**)
- M. Daniel **Lebègue**, Président, Observatoire sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (**ORSE**)
- M. Martial **Lesay**, Président, **MAX HAVELAAR**
- M. André **Marcon**, Président de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (**ACFCI**)
- M. Patrick **Pierron**, Secrétaire National, Confédération française démocratique du travail (**CFDT**)
- M. Bernard **Pinaud**, Délégué général, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (**CCFD-TERRE SOLIDAIRE**)
- M. Christophe **Praud**, Président National, Centre des Jeunes Dirigeants d'entreprise (**CJD**)
- M. Pierre **Pringuet**, Président, Association Française des Entreprises Privées (**AFEP**)
- Mme Patricia **Savin**, Présidente, **OREE**
- Mme Hélène **Valade**, Présidente, Collège des Directeurs du Développement Durable (**C3D**)

Copie à :

- M. Laurent Fabius, Ministre des affaires étrangères
- Mme Christiane Taubira, Ministre de la Justice, Garde des sceaux
- M. Pierre Moscovici, Ministre de l'Economie et des finances
- M. Arnaud Montebourg, Ministre du Redressement productif
- Mme Delphine Batho, Ministre de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie
- M. Michel Sapin, Ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
- M. Benoît Hamon, Ministre délégué à l'Economie Sociale et Solidaire
- M. Pascal Canfin, Ministre délégué au Développement